

ÉLECTIONS TPE - 25 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2024

CADRES ET INGÉNIEUR·ES



# **NOUS, CADRES ET INGÉNIEUR-ES, SOMMES EN PREMIÈRE LIGNE POUR FAIRE VIVRE LES TPE ET LE TISSU ÉCONOMIQUE DE NOS TERRITOIRES**

## **DONNER DU SENS ET VALORISER NOTRE RÔLE CONTRIBUTIF**

Les ingénieur-es, cadres, technicien-nes sommes toujours plus nombreux-ses dans le monde du travail, quatre salarié-es sur dix dans les TPE. L'élévation des qualifications a permis de générer tant de richesses dans notre pays, notre contribution, nos qualifications, notre expertise sont essentielles pour répondre aux besoins de la nation. Cet apport l'est d'autant plus à l'heure de repenser notre système productif pour répondre aux enjeux de la transition écologique.

Dans les TPE, nous agissons souvent comme de véritables « couteaux suisses » dans l'organisation du travail. La diversité des domaines à appréhender, des interlocuteur-ices, des aléas à traiter, le travail en mode dégradé, le manque de moyens, l'accroissement des missions et des tâches, le glissement d'une obligation de moyens à une obligation de résultats, l'autoformation, l'accélération et l'intensification du rythme, la responsabilité de la santé de ses équipes, l'isolement et le fractionnement du collectif de travail nous mettent sous pression et perturbent l'équilibre entre vie privée et professionnelle. Vecteurs et victimes des transformations, les Ictam (ingénieur-es, cadres, technicien-nes, et agent-es de maîtrise) sont au cœur de la réussite des entreprises.

Nous avons le sens du travail bien fait, le sens des responsabilités, des valeurs pour donner du sens à notre engagement. Dans la réalité, les phénomènes de sous-traitance en cascade, la pression concurrentielle, les injonctions à la loyauté et à la disponibilité, l'absence de dialogue social nous font passer de l'engagement à la soumission. Temps de travail non encadré, prise de responsabilité juridique, charge mentale... autant de conséquences concrètes sur lesquelles nous ne savons plus agir.

L'absence d'organisation syndicale, de garde-fous négociés, de contre-pouvoir favorise ces dérives.

**Le vote TPE vous donne des droits, Le vote CGT vous apporte des solutions.**

## **FAIRE RESPECTER LES RÈGLES SOCIALES ET CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS, DE NOUVELLES GARANTIES**

L'absence de dialogue social dans les TPE vous place directement dans le périmètre des négociations des accords de branches professionnelles, vos conventions collectives.

La CGT et son Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, s'appuient sur un réseau de plus de 80 000 Ictam pour défendre nos intérêts matériels et moraux au travail (carrière, temps de travail, qualification, salaires, droit à la déconnexion, télétravail, activités sociales et culturelles...) notamment dans les commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRI) où siègent les représentant-es que vous allez élire du 29 novembre au 9 décembre 2024.

- pour ne pas se laisser enfermer dans une stricte relation de gré à gré avec votre employeur,
- pour être accompagné-e par des élu-es et militant-es formé-es et disponibles,
- pour prendre en main vos contraintes professionnelles et personnelles et y apporter des réponses efficaces et justes.

**LE VOTE DE CONFIANCE**

**LE VOTE DE PROXIMITÉ**

**LE VOTE D'EFFICACITÉ**



**LE VOTE CGT**

## **LA CGT À CHAQUE ÉTAPE DE SA VIE PROFESSIONNELLE**

La reconnaissance des diplômes et des qualifications :

- dès l'embauche : un-e jeune diplômé-e doit accéder immédiatement au statut cadre et n'a pas à être sous-rémunéré-e pendant plusieurs années,
- une revalorisation annuelle des grilles salariales se traduisant par des augmentations générales bénéficiant à toutes et tous et mise en place d'une échelle mobile permettant de suivre le coût de la vie,
- entre le début et la fin de sa carrière, au minimum le doublement de la rémunération,
- l'égalité femmes-hommes comme principe organisateur des grilles de classification pour éviter que les métiers féminisés ne soient sous-rémunérés.

# L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

Cinq ans après l'arrivée d'un enfant, les mères perdent environ 25 % de leurs revenus salariaux. Pour les pères, c'est neutre... En cause, l'exigence de disponibilité permanente associée à la responsabilité professionnelle. L'Ugict-CGT a lancé une campagne « #VieDeMère, avoir une carrière c'est toute une histoire » pour dénoncer ces discriminations, exiger des droits pour articuler parentalité et développement de carrière et informer les femmes sur leurs droits. En juin 2019, notre engagement a permis d'obtenir que l'OIT (Organisation internationale du travail) adopte une norme permettant de protéger les femmes du monde contre les violences sexistes et sexuelles. Dans ce cadre, nous exigeons l'inscription dans la loi de l'obligation de négocier des mesures de prévention dans tous les secteurs professionnels. Lors de la conférence sociale 2023, nous obtenons la révision de l'index égalité dans les entreprises pour rendre encore plus visibles les inégalités de genre. Sur le plan européen, nous venons de gagner une directive sur la transparence salariale qui doit permettre de mettre un coup d'arrêt aux inégalités salariales.

## LA SUPPRESSION DE LA DÉGRESSIVITÉ ET DU PLAFONNEMENT DES ALLOCATIONS-CHÔMAGE POUR LES CADRES

Concrètement, les cadres qui touchent plus de 4 857,81 € bruts par mois sont frappé-es d'une baisse de 30 % de leurs allocations dès le 7<sup>e</sup> mois d'indemnisation. Ce plafonnement est non seulement inefficace mais il est injuste, car leurs cotisations apportent 42 % des ressources du régime, tandis que leur indemnisation ne représente que 15 % des dépenses ! À l'heure d'une nouvelle remise en cause des droits au chômage des seniors, nous nous opposerons à la mise en place d'une dégressivité visant à les précariser encore plus.

## POUR UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES CRÉÉES PAR LE TRAVAIL ET UNE FISCALITÉ DES ENTREPRISES PLUS JUSTE

En 1981, pour 100 € de richesse créée, 73 € servaient à rémunérer les salarié-es et 27 € allaient aux actionnaires. Depuis, la part des actionnaires a augmenté de 20 % au détriment des salarié-es ! Il est urgent de rétablir un équilibre pour soutenir la consommation et une production responsable. Les aides aux entreprises sont accordées sans contreparties et captées par les multinationales, au détriment des petites entreprises. La CGT demande qu'elles soient ciblées sur les petites entreprises, que l'accès au financement soit revu et facilité, et que la responsabilité des entreprises donneuses d'ordre soit élargie, à commencer par celle de respecter les délais de paiement ! Enfin, nous proposons la mise en place de mesures pour permettre aux salarié-es d'avoir un droit prioritaire de reprise de leur entreprise, par exemple sous forme de Scop (société coopérative ouvrière de production).

## REPENSER LE TRAVAIL, LES MODES DE PRODUCTION, DE CONSOMMATION ET VIVRE AUTREMENT

La pandémie a révélé notre vulnérabilité face à des chaînes de production mondialisées et souligne à quel point nous avons besoin de relocaliser les productions pour mieux répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de la population.

L'Ugict-CGT a lancé un manifeste pour la responsabilité environnementale dans lequel elle propose de nouveaux droits pour que les ingés, cadres et techs puissent être à la fois professionnellement engagé-es et socialement responsables. Soutenez-le ! L'Ugict-CGT a mis en place un outil numérique d'évaluation et d'actions sur les politiques environnementales à la main des salarié-es, y compris dans les TPE : le radar travail environnement. Transformer nos pratiques et modes de production en partant du travail et de l'expertise de celles et ceux qui font et pensent à partir de leur travail.

## UN MEILLEUR ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PERSONNELLE

L'intensification du travail est une réalité largement partagée. Des charges allant crescendo, une durée du travail sans réelle limite, une disponibilité augmentée liée à des logiques d'immédiateté couplée à un manque de personnel... Légalement, le respect des temps de travail / temps de repos comme le maintien en bonne santé des salarié-es est une obligation de l'employeur. Dans les faits, cette responsabilité est largement reportée sur les salarié-es. L'Ugict-CGT a été la première à faire de la réduction du temps de travail et de la charge de travail une priorité, en introduisant la notion de « droit à la déconnexion » qui a été intégrée dans la loi. Nous revendiquons une réduction du temps de travail à partir du décompte de tous les temps travaillés et un droit effectif à la déconnexion.

# COMMENT VOTER ?

aux élections des Très Petites Entreprises du 25 novembre au 9 décembre 2024

## ÉTAPE 1 :

### LA CAMPAGNE ELECTORALE



**J'ai reçu un courrier confirmant mon inscription sur la liste électorale**

**Du matériel électoral me sera envoyé courant novembre**

Je peux aussi consulter les programmes des candidat-e-s de la CGT qui me représenteront dans les instances paritaires des TPE.

(rubrique « Les candidats » du site [election-tpe](http://election-tpe))



## ÉTAPE 2 : LE VOTE

quelques jours avant l'ouverture du vote, je reçois par courrier mon identifiant et mon code confidentiel pour voter en ligne, ainsi qu'un bulletin de vote si je préfère voter par courrier.



**Je vote en ligne**

- rendez-vous sur le site [election-tpe.travail.gouv.fr](http://election-tpe.travail.gouv.fr) ;
- cliquez sur le bouton « Voter » ;
- Je me connecte via **France Connect** ou avec mon identifiant et mon code confidentiel reçu par courrier ;
- si vous le souhaitez, vous pouvez accéder au programme de vos candidat-e-s CGT une dernière fois ;
- une fois votre choix fait, suivez les instructions pour valider votre vote !

**Je vote par courrier**



- détachez le bulletin de vote du courrier ;
- à l'aide d'un stylo noir, noircissez la case correspondant au syndicat CGT ;
- insérer votre bulletin dans l'enveloppe de retour pré-affranchie jointe au courrier ;
- postez la c'est gratuit !

# A VOTÉ !



**Vous avez une question ?  
Appelez la CGT gratuitement**

# 08 01 03 00 77

de 9 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi  
du 18 novembre au 9 décembre 2024